

Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
43000 Le Puy en Velay

Le Puy en Velay, le 25/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



MOULIN Scierie SAS

Z.A. de Ville
43220 DUNIERES

Références : UID4243-DSSP-022-0029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2022 dans l'établissement MOULIN Scierie SAS implanté Z.A. de Ville - 43220 DUNIERES. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif d'/de :

- Etudier la régularisation du nouveau bassin de collecte des eaux pluviales / eaux d'incendie
- Faire le point sur les précédentes visites d'inspection (2019, 2020 et 2021).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULIN Scierie SAS
- Z.A. de Ville 43220 DUNIERES
- Code AIOT dans GUN : 0016500066

La Scierie MOULIN est implantée à DUNIERES (43) sur un site de 15 ha, dont 8 000 m² de surface couverte. Créée en 1916, elle regroupe aujourd'hui près de 150 collaborateurs et transforme chaque année plus de 250 000 m³ de bois. Le sciage est la principale activité. Des investissements importants ont été réalisés notamment pour la mise en place d'une ligne entièrement automatique de tri/ découpe de bois.

L'établissement est soumis à la directive IED et classé prioritaire national. A ce titre, il fait l'objet d'un contrôle annuel par l'inspection des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptibles de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les photographies du nouveau bassin de collecte des eaux d'incendie tel que vu le jour de la visite sont en annexe du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Dossier de réexamen IED | Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71 | / | |
| Suite des dernières visites d'inspection 2019-2020 | AP de Mise en Demeure du 09/12/2020, article 1 | / | |
| Création d'un nouveau bassin d'eaux d'extinction/eaux pluviales | AP de Mesures d'Urgence du 26/02/2021, article 1 | / | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la régularisation de son bassin de collecte des eaux d'incendie ou de pluie, l'exploitant devra :

- déposer un formulaire de cas par cas loi ESSOC (https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_14734.do) auprès du bureau de l'environnement de la préfecture de la Haute-Loire avec les études demandées par la DDT43 dans son avis du 9 avril 2021 ;
- en fonction de la décision prise par le préfet, un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE) devra être déposé avec une étude d'impact ou d'incidence environnementale (en fonction de la décision du Préfet sur la demande de cas par cas). Ce dossier pourra faire l'objet d'une consultation du public au lieu d'une enquête publique dans le cadre de son instruction.

Les autres documents demandés dans le rapport devront être fournis à l'administration dans les délais prescrits.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dossier de réexamen IED

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de réexamen |
| Prescription contrôlée : Transmission du rapport de réexamen à l'inspection des installations classées |
| Constats : Le dossier de réexamen IED par rapport au BREF traitement du bois n'a pas été encore transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant a indiqué avoir mandaté un bureau d'étude pour réaliser ce travail. Il a indiqué en réunion qu'un délai d'un mois serait nécessaire pour la rédaction du document. |
| Observations : Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, le document de conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF STS (traitement de surface à l'aide de solvants organiques), incluant celles de l'ex-BREF WPC (préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques), ci-après dénommé BREF STS/WPC, a été publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 9 décembre 2020. Dès lors, conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, chaque exploitant d'une installation relevant du champ de la directive IED dont le BREF principal applicable est le BREF STS/WPC dispose de 12 mois pour remettre au préfet le dossier de réexamen IED prévu au I de l'article précité. Le contenu attendu de ce dossier est décrit aux articles R. 515-72 et R. 515-73 du même code. Par ailleurs, en application de l'article L. 515-30 du code de l'environnement, le dossier devra être complété par un rapport de base. Le contenu de ce rapport de base est décrit au 3° du I de l'article R. 515-59 du même code. Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient pas être atteints dans les conditions d'exploitation normales des installations de l'exploitant, son dossier de réexamen devra être complété par une demande de dérogation conforme aux dispositions de l'article R. 515-68 du code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites/ délai de réponse 1 mois. |

Nom du point de contrôle : Suite des dernières visites d'inspection 2019-2020

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/12/2020, article 1 |
| Thème(s) : Autre, Vérification documentaire |
| Prescription contrôlée : Transmission de rapports de contrôle certifiant : * la conformité du site par rapport au risque foudre * la conformité du site par rapport aux prescriptions réglementaires sur le bruit * l'origine de la concentration de propiconazole détectée dans les eaux souterraines |
| Constats : * Risque Foudre : l'exploitant a indiqué que les écarts relevés par le bureau de contrôle sont soldés. Le rapport levant les non conformités devra néanmoins être transmis à la DREAL. * Bruit : l'exploitant a indiqué que des travaux restent encore à faire (création d'un mur anti bruit) * Concentration en propiconazole dans les eaux souterraines : l'exploitant devra transmettre les prochaines analyses qui seront réalisées courant janvier 2022 par Socotec. Une analyse des tendances (augmentation ou baisse) devra être faite. Par ailleurs, l'atelier traitement du bois sera prochainement modifié et devrait conduire à améliorer la situation. |
| Observations : Dans le cadre du porter à connaissance relatif à la couverture de l'atelier de traitement du bois, l'exploitant devra transmettre à l'IIC les bons numéros de parcelles. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites / délai de réponse un mois. |

Nom du point de contrôle : Création d'un nouveau bassin d'eaux d'extinction/eaux pluviales

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 26/02/2021, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Régularisation |
| Prescription contrôlée : Etat de la demande de régularisation et transmission des documents demandés à l'article 1 de l'arrêté de mesure d'urgence précité |
| Constats : L'exploitant a cessé ses travaux de création comme demandé dans l'arrêté de mesure d'urgence du 26/02/2021. Les photographies du chantier tel que vu le jour de la visite sont transmises en annexe du présent rapport. |
| Observations : Dans le cadre de la régularisation de son bassin de collecte des eaux d'incendie ou de pluie, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none">• déposer un formulaire de cas par cas loi ESSOC (https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_14734.do) auprès du bureau de l'environnement de la préfecture de la Haute-Loire avec les études demandées par la DDT43 dans son avis du 9 avril 2021 ;• en fonction de la décision prise par le préfet, un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE) devra être déposé avec une étude d'impact ou d'incidence environnementale (en fonction de la décision du Préfet sur la demande de cas par cas). Ce dossier pourra faire l'objet d'une consultation du public au lieu d'une enquête publique dans le cadre de son instruction. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites / délai de réponse un mois. |

Annexe du rapport

Photographies du nouveau bassin de collecte des eaux incendies :



Exutoire vers la Dunières :

